

Déclaration liminaire au Conseil d'Administration de GIAT INDUSTRIES du 27 février 2013

M. le Président,

Ce conseil se réunit pour arrêter les comptes 2012 de la société GIAT Industries. Les résultats sont bons, la principale inquiétude réside en 2012 comme hélas en 2013, dans un niveau des commandes étatiques dramatiquement bas.

Ce conseil se tient aussi au lendemain de vos déplacements en Inde et aux Emirats Arabes Unis, nous souhaitons que vous nous fassiez part de votre ressenti à l'issu de ce voyage. Nous avons compris que le groupe devra continuer à se battre pour obtenir des marchés à l'exportation. Nous y sommes habitués et les salariés s'y investissent jour après jour.

A ce sujet, le livre blanc repoussé en mars, devra prendre en compte le fait que l'assise de notre entreprise ne pourra se satisfaire des seuls contrats exports. Cette orientation hypothéquerait durablement nos capacités futures à satisfaire les besoins spécifiques de nos armées, ce qui est pourtant la mission première de notre entreprise.

Concernant les RPS : nous n'allons pas trop nous y attarder puisque en réponse à notre courrier sur ce sujet vous nous avez indiqué, qu'il serait discuté plus complètement lors du prochain conseil de Juin.

Cependant nous ne pouvons éviter d'évoquer les points d'actualité les plus préoccupants.

En effet certaines pratiques de gestion des emplois, utilisées depuis déjà quelques temps par les Responsables RH de certains sites, comme à Toulouse, mettent une telle pression sur les femmes et les hommes ciblés que cela instaure un véritable climat de peur.

Sur d'autres sites, comme à La Chapelle ou Bourges ou, vos Responsables RH manœuvrent plus sournoisement, les conséquences apparaissent de plus en plus au grand jour, et commencent à nous être remontés, y compris par écrit.

Si la confidentialité ne nous permet pas aujourd'hui d'en faire état nommément, nous pouvons vous assurer que le nombre de salariés, notamment Cadre et Etam, en situation de souffrance au travail est en nette augmentation.

Ces attitudes à la limite de la perversité, ne pourraient voir le jour, si leurs auteurs ne se sentaient pas libérés par vos consignes pour toujours plus d'efforts de compétitivité, de souplesse et de rentabilité.

En la matière, nous souhaitons d'ici le conseil de juin, et afin d'en débattre en connaissance de cause, être en possession des différents rapports rédigés sur le sujet.

Aujourd'hui vous vous apprêtez, à exercer encore une pression supplémentaire, sur les salariés du site de Toulouse, en convoquant un CE extraordinaire avec à l'ordre du jour : la mise en chômage partiel de 18 salariés pour une durée de 7 mois. Cette démarche de ciblage individuel des cadres de notre filiale NEXTER Electronics, ne peut qu'en rajouter au mal vivre déjà ressenti sur ce site.

Comment pouvez-vous ainsi, sanctionner personnellement, des salariés qui n'y sont pour rien, qui plus est sans avoir épuisé toutes les solutions alternatives. Pourquoi ne pas engager un important plan de formations pour développer par exemple la polyvalence. Votre démarche ne peut conduire qu'à une perte de confiance des salariés préjudiciable pour notre entreprise.

Tout cela repose la question de la justification du maintien de la mise en filiale de notre entreprise. La réintégration des filiales au sein d'une entreprise intégrée permettrait d'activer plus directement la solidarité inter-sites, en rapatriant des charges aujourd'hui externalisées par ignorance des filiales entre elles.

Ce n'est pas en isolant chaque jour un peu plus les salariés que l'on crée les conditions favorables à l'atteinte de nos objectifs, VBMR, nouveau VBCI, réussite de TRAJAN, consolidation de l'industrie munitionnaire Française avec TDA et EURENCO.

Pour réussir tout cela, il nous faut des salariés, formés, motivés, valorisés. Pour qu'il en soit ainsi, il faut impulser une toute autre démarche de management, bannissant la pression tout azimut, la menace permanente qui engendre la peur et qui favorise le développement des risques psycho-sociaux.

Voilà Monsieur le président, ce que les salariés nous demandent d'exprimer et qu'ils souhaitent que vous entendiez.